

*Congrès pour la Démocratie  
et le Progrès (CDP)*



*Burkina Faso  
Unité - Progrès - Justice*

*Conseil National*

*Bureau Politique National*

*Bureau Exécutif National*

## **DECLARATION DU CONGRES POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES (CDP) SUR LA SITUATION NATIONALE**

Suite au décès de l'élève Justin ZONGO à Koudougou le 19 février 2011, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) avait présenté ses condoléances à la famille ZONGO et exprimé sa solidarité dans la quête de la vérité sur les circonstances de la mort de leur fils, de même qu'il avait exprimé sa compassion à l'endroit des autres familles endeuillées ou éprouvées.

Le CDP constate avec regret, qu'en dépit des mesures et décisions prises par le Gouvernement, les manifestations de rue des scolaires ont connu une escalade continue et tournante dans différentes villes de notre pays, installant une sorte de solidarité du mal dans une rivalité destructrice.

Après les événements de Koudougou qui ont vu l'incendie et le saccage du Gouvernorat du Centre Ouest et du Commissariat de Police, Ouahigouya, Réo, Léo, Yako, Koupèla, Pouytenga, Bogandé, Dori et Boura et nous en passons, ont connu leur lot de dévastation.

Notre Parti comprend l'émotion et l'affliction profondes des scolaires et des universitaires consécutives au décès de leur camarade et estime légitimes leurs ressentiments. C'est pourquoi le CDP soutient leurs aspirations à la manifestation pleine et entière de la vérité et à l'administration de la justice. En ce sens, il salue les décisions et les mesures conservatoires prises par le Gouvernement, lui apporte tout son soutien et lui renouvelle toute sa confiance dans la conduite et le traitement de ce dossier.

C'est le lieu pour le CDP de féliciter le Gouvernement et les forces de l'ordre pour leur esprit de responsabilité qui a consisté à observer un calme et une pondération irréprochables face aux mouvements excessifs à bien des égards et aux actes de vandalisme répétés depuis le déclenchement des événements. Aucune entrave, aucune obstruction ne s'est élevée face au désir de manifester des scolaires.

Aujourd'hui, il convient d'affirmer que ces mouvements dépassent largement et outrancièrement la revendication de vérité et de justice suite au décès de l'élève ZONGO.

Sans égard aux appels répétés à la tolérance et à l'accalmie de la famille endeuillée, nous assistons à un spectacle de destruction des biens publics où l'instrumentalisation de la colère et de l'émotion des uns, fait le lit de forces occultes en mal d'impatience d'en découdre avec le régime.

La destruction insensée et le saccage aveugle qu'engendre cette idéologie de la violence, ne constituent pas une méthode de lutte à recommander dans un Etat de Droit, surtout pas à des jeunes, car elle hypothèque leur propre avenir. C'est un retour à un « moyen âge idéologique » à l'époque où les ouvriers en révolte contre le capitalisme en développement, détruisait les machines et se

retrouvaient par la suite sans travail. Cette hargne morbide et désorganisatrice n'est point la voie de l'éducation, ni de la lutte politique, responsable, car, en réalité que gagne notre jeunesse à incendier les biens de l'Etat financés par le contribuable burkinabè et des biens de personnes privées ?

Que gagne notre jeunesse à brûler des voies, détruire des routes, bafouer le drapeau national ? Absolument rien. Sauf un recul de conscience, de civisme, de patriotisme et de l'éducation que nous voulons pour nos enfants et la jeunesse de notre pays. Et ceux qui les incitent à de tels actes sont en dépit de leur discours de « démocrates », responsables d'une forfaiture devant l'histoire et devront en répondre un jour.

Quelle couardise pour nos opposants politiques que de se dissimuler derrière des élèves et des étudiants pour atteindre leurs objectifs politiques !

Faut-il le rappeler, en démocratie, le pouvoir se gagne par les urnes.

En effet, le cours actuel des événements atteste clairement à présent, que des forces occultes à l'affût, se sont saisies de cette situation que nous déplorons, pour déstabiliser notre pays en accord avec leurs alliés extérieurs, comme le montre la comptabilité de cette maniaque pyromanie, savamment inoculée à notre jeunesse et largement financée. Le CDP affirme qu'il est indécent de se servir d'un événement douloureux du genre comme moyen politique d'accession au pouvoir. Manifestement la recherche de la vérité et l'administration de la justice sont devenues aujourd'hui secondaires pour nos politiciens de l'ombre.

Notre Parti saura, avec tous les démocrates épris de paix, de justice et de liberté, faire échec à cette détestable et indigne nouvelle forme de

lutte. A ce propos, notre Parti prend acte de l'incendie de son siège à Ouahigouya.

Le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) réaffirme son attachement aux valeurs essentielles de l'Etat de droit et de la démocratie et désapprouve sans équivoque l'incivisme, le manque de patriotisme des manifestants et de leurs commanditaires.

Le CDP manifeste sa solidarité et apporte son soutien aux forces de sécurité tout en les encourageant dans leur mission de maintien de l'ordre civil et de la sécurité publique, seuls à même de garantir un Etat républicain de liberté et de justice.

En ces moments où le Gouvernement a pris des mesures fortes, donnant ainsi des gages de bonne foi et où l'administration judiciaire s'attèle à la résolution diligente de cette affaire, le CDP tient à rappeler à tous que cela n'est possible que dans un climat serein et apaisé.

A tous les élèves et étudiants, à toute la jeunesse de notre pays, nous lançons un appel à la raison, au civisme et à la conscience citoyenne. Elèves et étudiants, notre Parti, le CDP vous assure de son soutien dans la recherche de la vérité par des moyens légaux.

La démocratie est notre bien commun ! Défendons-la ! Protégeons-la !

C'est pourquoi, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) lance un appel à toutes ses structures, à tous les démocrates à se mobiliser avec détermination pour sa défense et sa sauvegarde.

### **Démocratie - Progrès - Justice**

Ouagadougou, le **11 mars 2011**

Le Président du Parti,  
Président du Bureau Politique National

**Roch Marc Christian KABORE**